



Les filles s'initient aux métiers «de gars»



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 30 avril 2009 à 0:14

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Dans un souci de les initier à des carrières et domaines d'étude différents, La Cité collégiale a convié des filles de la 10^e à la 12^e année provenant des conseils scolaires francophones de la région à une journée d'ateliers portant sur des femmes qui ont choisi des métiers à prédominance masculine, hier matin. «L'idée est de leur faire rencontrer des femmes professionnelles qui ont décidé de pratiquer un métier où il y a plus d'hommes que de femmes. Le but de l'activité est de leur démontrer qu'elles peuvent aller au bout de leurs rêves et que toutes les carrières sont envisageables», a expliqué l'organisatrice de l'événement, gestionnaire du secteur recherche et développement, Lise Frenette.



Photo : Étienne Ranger

L'activité a aussi permis aux élèves, plus particulièrement de 12^e année, de confirmer leur choix de carrière et d'être exposées à des domaines auxquels elles n'avaient pas pensé, selon Mme Frenette.

L'activité, qui a lieu depuis quatre ans à la demande du Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CÉCLFCE), du Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CÉPEO) et du Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO), a été présentée sous la même formule que par les années précédentes.

Huit professionnelles des domaines de l'informatique, des soins ambulanciers, de la construction, des techniques policières, des services d'incendie et de génie mécanique étaient présentes.

Trois d'entre elles provenaient du secteur de l'informatique, plus particulièrement une technicienne, une programmeuse analyste et une programmeuse informatique, puisque c'est un domaine où les filles ne tentent pas assez leur chance, selon Mme Frenette.

La journée s'est déroulée sous la forme d'ateliers et les professionnelles se sont entretenues sur leur

environnement de travail. Elles ont aussi offert une démonstration pratique de ce à quoi elles peuvent s'attendre. Un dîner a eu lieu à la fin des activités, afin que les élèves puissent échanger et poser des questions aux professionnelles.



Grand succès pour le 13e Nage-O-Thon du Club Richelieu Horace-Viau



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 30 avril 2009 à 0:06

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Près de 250 personnes se sont jetées à l'eau, dimanche dernier, dans le cadre du 13e Nage-O-Thon du Club Richelieu Horace-Viau. «On avait de la place pour 60 équipes et nous avons trouvé le moyen d'en avoir 62. Ça a été un grand succès», a expliqué l'administratrice du District des fondateurs du Richelieu International, Trèva Cousineau.

Il était impossible de connaître le montant total amassé au cours de l'événement au moment d'aller sous presse, mais l'activité a permis d'amasser plus de 350 000\$ au fil des ans. «L'objectif est d'amasser des fonds pour la lutte contre le cancer chez les jeunes, en particulier le neuroblastome, un cancer agressif qui affecte les enfants de moins de quatre ans, et pour la prévention du suicide chez les jeunes. Tous les fonds amassés sont remis à la Fondation du Centre hospitalier pour enfants de l'Est de l'Ontario (CHEO) et à la Fondation Richelieu International, qui défendent ces deux causes», a ajouté Mme Cousineau.

Celle-ci souhaite également remercier la soixantaine de bénévoles qui ont contribué à faire un succès de l'événement.

Nageur à sec

Cette année, le Club a décidé d'ajouter une activité au Nage-O-Thon pour les personnes qui ne souhaitent pas se mouiller, soit le «nageur à sec». Cette activité a été proposée par le président d'honneur de l'événement, Alain Vachon, président de Virtuo.ca.

Les nageurs à sec seront invités à un vin et fromage, le 12 mai prochain, pour contribuer à leur façon. Le Dr Ian Manion, spécialiste dans la prévention du suicide à CHEO, et une infirmière qui travaille avec des enfants atteints de neuroblastome, s'entretiendront avec les invités sur le sujet.

Une trentaine de personnes sont inscrites à l'événement actuellement. Le Club espère en accueillir une centaine.

Les personnes intéressées peuvent s'inscrire en visitant le www.nage-o-thon.ca.



La Cité collégiale présente son projet d'Institut 911



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 30 avril 2009 à 0:10

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

La Cité collégiale (LCC) a présenté mardi soir son projet de construction d'un nouvel édifice, l'Institut 911, aux résidents du secteur. Le nouveau bâtiment de 100 000 pieds carrés et de quatre étages que LCC veut construire abriterait les programmes de services d'urgence et de sécurité actuels, soit Soins ambulanciers paramédicaux, Services d'incendie, Sécurité aéroportuaire, Gestion de la sécurité, Protection et sécurité et Techniques de services policiers, de même que de nouveaux programmes comme Gestion des centres d'opération et des services d'urgence, Gestion de la sécurité des transports et Communication 911.



Si son financement est accepté, voici ce dont pourrait avoir l'air le futur bâtiment du campus de La Cité collégiale. Photo : Gracieuseté de La Cité collégiale

Cette expansion s'inscrit dans le plan stratégique de l'institution postsecondaire, qui souhaite accueillir 4000 étudiants d'ici 2013 sur son campus de la promenade de l'Aviation.

«Si nous voulons atteindre notre objectif, former plus de diplômés et augmenter notre offre de programmes, nous devons construire ce nouveau bâtiment», a indiqué le vice-président de LCC, Serge Brousseau.

Le projet, évalué au coût de 26 millions \$, a été soumis au gouvernement fédéral, dans le cadre du programme des infrastructures du savoir. Afin de se qualifier pour ce programme, le collège doit être prêt à bâtir le nouvel édifice dès juin. Le financement serait réparti à parts égales entre le gouvernement fédéral et provincial.

LCC devrait obtenir une réponse d'ici deux à trois semaines à savoir s'ils pourront aller de l'avant avec la construction de l'Institut 911, qui abritera également le secrétariat et un gymnase adapté aux besoins des étudiants des programmes de sécurité et de services d'urgences, ce qui libérera le gymnase actuel pour l'usage des autres étudiants. Une plaza extérieure sera aussi érigée, ce qui permettra, entre autres, des simulations et des classes extérieures.

Les espaces laissés vacants dans le bâtiment B, qui abrite présentement les programmes de services

d'urgence, seront réaménagés pour accueillir de nouveaux programmes en santé, selon M. Brousseau.

Les représentants de LCC ont également fait part aux résidents d'une étude préliminaire d'impacts mineurs sur la circulation routière.

Quelques-uns d'entre eux ont d'ailleurs signifié leurs inquiétudes sur l'impact de la circulation, qui est déjà très difficile à l'intersection des rues Den Hagg et Carson. Plusieurs conducteurs s'immobilisent devant l'entrée du collège alors qu'une voie réservée prévue à cet effet se situe tout près.

Le conseiller Jacques Legendre, présent lors de la réunion, a suggéré aux résidents d'appeler le 311, le numéro réservé aux citoyens d'Ottawa, et a suggéré au collège d'imposer des peines plus sévères aux contrevenants.

Une autre réunion pourrait avoir lieu si le projet voit le jour afin d'entendre les suggestions des résidents pour rendre la circulation plus facile à cet endroit.

La Cité vise par ailleurs l'obtention de la certification or du Leadership in Energy and Environmental Design (LEED) Green Building Rating System, un système nord-américain de standardisation de bâtiments à haute qualité environnementale créé par le US Green Building Council en 1998. Un bâtiment peut atteindre quatre niveaux : certifié, argent, or et platine.

Les critères d'évaluation incluent : l'efficacité énergétique, l'efficacité de la consommation d'eau, l'efficacité du chauffage, l'utilisation de matériaux de provenance locale et la réutilisation de leur surplus.

Une trentaine de personnes ont pris part à la rencontre.

LOTERIE
de L'Hôpital d'Ottawa et du CHEO

VOTRE MEILLEURE CHANCE DE GAGNER
1,3 MILLION!

POUR L'ACHAT DE BILLETS APPELEZ AU (613)730-4946 OU 1-877-730-4946

cyberpresse.ca



Publié le 29 avril 2009 à 16h03 | Mis à jour le 29 avril 2009 à 19h10

L'OMS passe au niveau 5

Une pandémie est imminente



Des microbiologistes analysent des prélèvements pouvant contenir le virus de la grippe porcine dans un laboratoire du Texas, aux États-Unis.
Associated Press



Pascale Breton
La Presse

L'Organisation mondiale de la santé a haussé son niveau d'alerte de 4 à 5, sur une échelle de 6. Cela signifie qu'une pandémie de grippe porcine est imminente et que tous les pays doivent se préparer à y faire face.

L'OMS a réuni son comité des mesures d'urgence hier soir pour une rencontre spéciale afin de faire le point sur la situation. « Je rehausse le niveau d'alerte de 4 à 5 », a déclaré la directrice générale de l'OMS, la Dre Margaret Chan, au terme de cette réunion.

« La possibilité d'une pandémie doit être considérée très sérieusement, principalement en raison de la facilité du virus à se répandre dans tous les pays du monde », a ajouté

la Dre Chan.

La directrice générale de l'organisation s'est voulue tout de même rassurante. « Le monde n'a jamais été aussi bien préparé à faire face à une pandémie, a-t-elle ajouté. Pour la première fois de l'histoire, nous pouvons suivre l'évolution de la pandémie en temps réel. »

Neuf pays touchés

Au cours de la journée, l'organisation avait annoncé qu'au moins neuf pays comptent désormais des cas de grippe porcine, confirmés par des tests en laboratoire.

Mais c'est la situation qui prévaut aux États-Unis qui a incité l'OMS à relever son niveau d'alerte. Les autorités dénombraient hier soir 91 cas confirmés de grippe porcine, dans 10 États, principalement à New York, au Texas et en Californie.

Un premier décès à l'extérieur du Mexique a aussi sonné l'alarme. Il s'agit d'un bambin de près de 2 ans, originaire de Mexico, qui était en visite chez des membres de sa famille au Texas lorsqu'il est tombé malade au début du mois d'avril. Il est décédé dans un hôpital près de Houston lundi soir, des suites de complications respiratoires.

En plus du Canada, du Mexique et des États-Unis, des cas sont identifiés en Grande-Bretagne, en Espagne, en Israël, en Nouvelle-Zélande, en Allemagne et en Autriche.

Davantage de cas au Canada

Au Canada, on compte maintenant 19 cas de personnes qui ont été infectées par le virus H1N1. L'Ontario a répertorié trois cas supplémentaires hier, portant le total à sept dans la province. Trois autres cas ont été identifiés en Colombie-Britannique, ce qui porte le total à six dans cette province.

Ailleurs, quatre cas sont déclarés en Nouvelle-Écosse et deux en Alberta. Il s'agit d'affections légères dans tous les cas et les personnes affectées récupèrent bien.

Le fait que l'OMS ait relevé son niveau d'alerte ne modifie pas le plan d'action du Canada, a précisé l'administrateur en chef de l'Agence de santé publique du Canada, le Dr David Butler-Jones.

« Cela ne signifie pas de changements dans notre approche. Nous continuons notre surveillance pour trouver des cas d'influenza. [...] Nous avons un plan canadien de pandémie d'influenza, nous le suivons et nous allons continuer d'adapter notre surveillance et nos mesures de prévention selon ce que la situation nous dictera. »

Les autorités mexicaines ont par ailleurs demandé l'aide du Canada pour analyser des cas suspects de contamination à la grippe porcine. Une requête à laquelle le Canada s'est empressé d'acquiescer, a dit la ministre de la Santé, Leona Aglukkaq. Quelque 200 échantillons seront ainsi acheminés au laboratoire national de santé publique, à Winnipeg, pour fins d'analyses.

Pour le moment, le Québec échappe toujours à la grippe porcine. « La situation au Québec est stable. Nous n'avons toujours pas de cas confirmé », a indiqué le directeur national de la santé publique du Québec, le Dr Alain Poirier, lors du point de presse quotidien.

Même si une pandémie semble désormais imminente, le Québec est en mesure d'y faire face, a assuré le Dr Poirier. « Nous augmentons notre niveau de préparation. Nous ouvrons les centres d'urgences des centres de santé et de services sociaux. [...] Nous avons un plan national de sécurité civile et nous procédons à l'activation de plus d'information, de mises en alerte, pour une série de partenaires dans la population. »

Le laboratoire de santé publique du Québec, situé à Sainte-Anne-de-Bellevue, sera en mesure sous peu de faire les tests pour détecter la présence du virus d'influenza porcine. Actuellement, il faudrait envoyer les échantillons à Winnipeg. Une procédure qui permettra de gagner 24 heures dans la détection de cas potentiels.

« L'autosurveillance des symptômes » et les mesures d'hygiène de base demeurent toutefois les meilleurs outils de prévention, a cependant rappelé le Dr Poirier.

LOTÉRIE
de L'Hôpital d'Ottawa et du CHEO



VOTRE MEILLEURE CHANCE DE GAGNER
1,3 MILLION \$

POUR L'ACHAT DE BILLETS APPELEZ AU (613)730-1-4946 OU 1-877-730-1-4946

cyberpresse.ca

Publié le 30 avril 2009 à 05h00 | Mis à jour à 05h00

Mourir de faim ou mourir de la grippe



La plupart des grandes chaînes de restauration de Mexico n'offrent plus qu'un service de nourriture à emporter, comme au café La Habana, qui ne recevait hier que quelques rares clients.

Photo: AP



Nathâëlle Morissette,
Envoyée spéciale
La Presse

(Mexico) Mourir de faim ou de la grippe porcine. Voilà le destin qui attend bon nombre de Mexicains si l'ordre de fermer les 35 000 restaurants et cafés de la ville est maintenu, croit Oscar Gonzalez Hernandez, employé chez Ricos Tacos Coapa, un comptoir de tacos situé dans le sud de la ville.

«Je dois m'occuper de ma famille, comment va-t-on vivre si on ferme l'endroit?» demande-t-il tout en ajoutant de la sauce piquante au tacos qu'il s'appête à dévorer. «Si je ne travaille pas, je vais mourir de faim ou sinon, je mourrai de la grippe porcine, c'est l'un ou l'autre», ajoute-t-il d'un ton alarmiste.

Depuis hier, pour réduire les risques de propagation, les autorités

municipales ont ordonné la fermeture des 35 000 restaurants, cafés et bars de la capitale mexicaine. Ainsi, la plupart des grandes chaînes de restauration comme McDonald's, Vips ou Sanborns se sont soumis à l'interdiction et n'offrent maintenant qu'un service de nourriture à emporter. Impossible donc pour les clients de manger aux tables ou même de s'installer sur les terrasses qui sont toutes fermées.

La décision a eu l'effet d'une bombe dans le district fédéral. Hier matin, elle défrayait la manchette des journaux, de la radio et de la télévision. Pour leur part, les comptoirs de tacos, qui sont légion dans les rues de la ville, ont toutefois été épargnés. Mais les employés de ces établissements disent subir les contrecoups de cette nouvelle mesure.

Diminution

La crainte de devoir mettre la clé sous la porte est bien réelle. C'est que la fermeture des restaurants et cafés alimente la peur des habitants de la ville qui n'osent plus sortir manger dans la rue. Résultat : la clientèle des comptoirs à tacos - communément appelés taquerias - a diminué dramatiquement. Forcés de fermer de plus en plus tôt en raison du peu d'achalandage, certains employés appréhendent la fermeture de leur lieu de travail. Une réalité surprenante puisque les tacos sont aux Mexicains ce que la baguette est au Français.

«C'est impossible pour moi d'arrêter de travailler», affirme Maria Peralta Sanchez, également employé chez Ricos Tacos Coapa. «Sinon, avec quoi je vais vivre?», poursuit la dame tout en faisant griller des morceaux de poulet et d'oignon.

Lors du passage de *La Presse* hier matin, les six petites chaises disposées au comptoir de l'établissement étaient vides. Selon les deux employés, la clientèle a diminué de près de 70% au cours des derniers jours. Un phénomène qui les oblige à fermer une ou deux heures plus tôt qu'à l'habitude.

   quelques rues de là, sur l'avenue de Las Bombas, Janvier Garcia Tellez, alias el Vaquero (l'homme qui s'occupe des boeufs), ressent les mêmes craintes. Véritable institution dans ce quartier du sud de la ville, son commerce, spécialisé dans les tacos de boeuf, est de moins en moins fréquenté, confie l'homme au chapeau de cowboy.

Devant cette situation, M. Garcia Tellez qui possède son commerce depuis 16 ans, a décidé de fermer pendant quelques jours. «Nous allons faire un peu de ménage et après, on verra», dit-il d'un ton résigné. Il ne cache pas son inquiétude face aux conséquences de toute cette crise. «Si je dois fermer, comment je vais faire pour manger?»

Pour le moment toutefois, il tente d'adopter une attitude positive. «Nous sommes préoccupés, mais la vie continue.   a ne sert à rien d'être déprimé.»

   2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



cyberpresse.ca

Publié le 29 avril 2009 à 23h41 | Mis à jour le 29 avril 2009 à 23h43

Avec 1,8 million \$ de plus que prévu

La Fondation de l'UQO n'aurait pu imaginer une meilleure campagne



Mission accomplie pour le coprésident d'honneur de la campagne Imaginez l'UQO, Camille Villeneuve, le président de la Fondation de l'UQO, Me Richard Roy, le recteur Jean Vaillancourt, le président de la campagne de financement, Daniel Gagnon et le second coprésident d'honneur, Maurice Marois.
Patrick Woodbury, LeDroit



Philippe Orfali
Le Droit

C'est avec 1,8 million de dollars de plus que prévu et avec deux ans d'avance que la Fondation de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) a conclu la plus importante campagne de financement de l'histoire de l'Outaouais, hier soir.

« Cette campagne aura permis l'émergence d'une grande université de petite taille », s'est félicité le recteur de l'UQO, Jean Vaillancourt. Une collecte de fonds qui aura aussi permis à l'université de l'Outaouais d'être reconnue à part entière par sa communauté, a-t-il ajouté.

La Fondation de l'UQO prévoyait amasser 10 millions en cinq ans. C'est plutôt 11,88 millions \$ qui ont été amassés depuis 2006 sous le thème « Imaginez l'UQO ».

« Ce soir, la communauté peut se dire « Mission accomplie », a ajouté le président de la campagne de financement Daniel Gagnon, devant la foule d'une centaine de personnes qui s'était rassemblée au Casino du Lac-Leamy.

Quatre axes d'investissement

L'argent ainsi récolté sera investi dans quatre grandes priorités que s'est fixées l'université.

Dans un premier temps, le programme de prêt et bourse de l'université sera bonifié de 3 millions \$.

Une somme de 6 millions \$ sera accordée à la création de quatre chaires de recherche. Le financement de la Chaire de recherche du Canada en cyberpsychologie clinique sera également augmenté.

Un demi-million \$ sera alloué au développement des infrastructures, dans le but de regrouper toutes les salles de classes sur un même campus et pour construire des laboratoires en sciences infirmières. Enfin, un autre demi-million sera consacré au développement de l'UQO dans les Laurentides, notamment par l'aménagement du Centre d'études universitaires des Laurentides.

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

LOTERIE
de L'Hôpital d'Ottawa et du CHEO

CHEO
Foundation
Fondation



PRIX DU PARTICIPANT HÂTÉ
DATE LIMITE
8 MAI À MINUIT

POUR L'ACHAT DE BILLETS APPELEZ AU (613)730-4946 OU 1-877-730-4946

NUMÉRO DE

cyberpresse.ca

LeDroit

613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com

Publié le 29 avril 2009 à 21h44 | Mis à jour le 29 avril 2009 à 21h48

Futur train léger au centre-ville de la capitale

Ottawa présente son projet de tunnel



Le maire d'Ottawa, Larry O'Brien a présenté le tracé et l'emplacement suggérés des stations du futur tunnel évalué à 600 millions \$.
Patrick Woodbury, LeDroit



Dominique La Haye
Le Droit

Toujours en attente de financement des gouvernements fédéral et provincial pour son grand projet de train léger, la Ville d'Ottawa a présenté, hier, le tracé et l'emplacement suggérés des stations de son futur tunnel évalué à 600 millions \$.

Le tunnel à deux voies doit mesurer 3,2 km et fait partie de la première phase du projet de train d'environ 1,8 milliard \$ approuvé par le conseil municipal l'hiver dernier. Ce plan d'ensemble prévoit un corridor pour train léger est-ouest, sur une distance de 12,5 km, avec 13 stations allant de Blair à Pré Tunney.

Les quatre stations souterraines proposées seront situées à l'angle

des rues Lyon et Bay, au centre-ville ouest, à l'angle d'O'Connor et de Metcalfe, au centre-ville est, à un emplacement sur la rue Rideau, près du Centre Rideau, et sur le campus de l'Université d'Ottawa. Il y aura également une cinquième station de transport en commun proposée à la surface du centre-ville, située à la station LeBreton.

L'entrée ouest du tunnel doit commencer sous forme de tranchée à la station LeBreton, à l'angle de la rue Bronson. Le passage souterrain atteindra une profondeur de 30 mètres à la hauteur de la rue Albert. Le tunnel traversera ensuite le centre-ville jusqu'à la rue Rideau, avant d'être orienté vers le sud et de s'aligner sur le Transitway, jusqu'à la station Lees, où sera située l'entrée à l'est du tunnel.

Centre Rideau

Le train permettra selon la municipalité de régler les problèmes de congestion au centre-ville. Le conseiller municipal du quartier Rideau-Vanier, Georges Bédard, craint cependant que le tracé suggéré ne réduise considérablement l'achalandage au Centre Rideau, au point de le transformer en éléphant blanc.

Avec le futur tunnel, les usagés arriveront par train directement sur la rue Rideau, tout comme les autobus locaux. Actuellement, le Centre Rideau sert de point de transferts entre les autobus circulant sur la rue Rideau et ceux allant sur le pont Mackenzie-King.

« Ça causera deux problèmes qui sont l'augmentation du nombre d'autobus sur la rue Rideau et la baisse d'achalandage au Centre Rideau qui ne servira plus de point de transferts. Ça va tuer le Centre Rideau, dit-il, ça aura un effet semblable à la grève d'OC Transpo, durant laquelle la clientèle à cet endroit a baissé de 30 %. »

L'élu propose ainsi que les autobus locaux allant actuellement sur la rue Rideau soient réorientés sur le pont Mackenzie-King, afin de maintenir l'achalandage du centre commercial.

Le conseiller Jacques Legendre propose pour sa part que les commerçants du centre-ville, où seront situées les futures stations souterraines, payent une partie de la note du tunnel. Il fait valoir que la valeur de leur commerce doublera avec la venue de ce passage souterrain.

Selon les fonctionnaires municipaux, le tunnel verra le jour vers 2017. L'étude environnementale du projet débutera au mois de juillet et portera sur les évaluations environnementales fédérale et provinciale. Elle devra être terminée au plus tard en janvier 2010 et la construction débutera en 2012 et prendra entre quatre et cinq ans avant d'être complétée.

Le tracé du train léger sur rail et l'emplacement des stations recommandés par les fonctionnaires municipaux sont sujets à l'approbation du conseil municipal le 27 mai. Auparavant, ils devront être approuvés, le 6 mai, par les conseillers siégeant au comité municipal de transport en commun. En juin, le public aura l'occasion de formuler des commentaires sur le projet.

Durant les mois de mai et de juin, les fonctionnaires municipaux poursuivront une étude et procéderont à la première estimation des coûts du projet qui sera révisée par la firme KPMG. Selon les premières évaluations de la Ville, le coût de construction de la ligne de 12,5 km est de 830 millions \$ et la partie du tunnel de 600 millions \$, auxquels s'ajoutent les coûts des véhicules.

LOTERIE
de L'Hôpital d'Ottawa et du CHEO

VOTRE MEILLEURE CHANCE DE GAGNER
1,3 MILLION!

POUR L'ACHAT DE BILLETS APPELEZ AU (613)730-4946 OU 1-877-730-4946

NUMÉRO DE

cyberpresse.ca



Publié le 30 avril 2009 à 03h04 | Mis à jour à 03h04

Un rapport du fédéral recommande la prudence sur le projet de train léger

La Ville d'Ottawa aurait sous-évalué la facture



Maquette du train léger
Courtoisie, Ville d'Ottawa



Dominique La Haye
Le Droit

Les fonctionnaires fédéraux recommandent au ministre canadien des Transports, John Baird, d'être prudent quant aux demandes de financement de la Ville d'Ottawa pour son futur grand projet de train léger sur rail électrique.

Dans un mémoire daté du 24 avril dernier et dont *LeDroit* a obtenu copie, le fédéral estime que certains coûts du projet avancés par la Ville semblent sous-évalués. Le rapport acheminé par Érin Cunningham, conseiller politique à Transport Canada, fait notamment mention du projet de tunnel au centre-ville de près de 600 millions \$. Ce passage souterrain est compris dans la première étape du projet de train

léger évalué à environ 1,8 milliard \$ et qui prévoit un corridor est-ouest pour train allant des stations Blair à Pré Tunney.

Évaluation « basse »

« Il est possible que l'évaluation des coûts de la portion du train léger comprise dans le plan puisse être basse. Le personnel de la Ville évalue que la portion de 3 km du tunnel au centre-ville coûterait environ 550 millions \$, ce qui semble bas si on la compare avec des projets de tunnel pour le transport en commun dans d'autres villes au Canada », est-il écrit.

Le document propose aussi au fédéral de ne pas répondre à l'accord de principe de financement qu'exige la Ville pour l'ensemble de la première phase du projet. Cette première phase compte trois étapes totalisant 3,2 milliards \$, dont la première est de 1,8 milliard avec un tunnel. Toutefois, la première phase ne serait pas achevée avant 2031, bien au-delà du fonds Chantiers Canada, le principal programme fédéral servant à financer les infrastructures.

Selon les fonctionnaires fédéraux, le gouvernement n'est pas en mesure d'offrir concrètement un appui financier à la deuxième et troisième étapes de la première phase.

« Chèque en blanc »

« Le gouvernement fédéral ne devrait pas s'engager à conclure un accord de principe pour financer l'ensemble de la première phase du plan de transport en commun rapide », est-il écrit.

Selon le rapport un tel accord de principe constituerait un « chèque en blanc » et créerait un précédent.

« Je suis satisfait avec un engagement pour la première étape et nous passerons aux suivantes quand nous y serons », indique le conseiller municipal d'Ottawa et président du comité de transport en commun, Alex Cullen.

« À ce stade-ci, c'est une question d'engagement et nous nous attendons à ce que le gouvernement fédéral participe au projet comme un partenaire entier, au même titre que la province et la Ville d'Ottawa », indique, ajoute M. Cullen.

Gatineau

Les fonctionnaires fédéraux recommandent aussi au fédéral de continuer à encourager la Ville à inclure, dans ses plans, l'intégration du transport en commun régional avec la Ville de Gatineau, y compris l'aménagement d'un tunnel et des stations.

Avec William Leclerc

Cyberpresse vous suggère

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

School boards pass motions to change hours for 16 schools

Barrhaven to see most drastic alterations in start, finish times

BY KRISTEN SHANE, THE OTTAWA CITIZEN APRIL 30, 2009 7:01 AM

Ottawa • Ottawa's English-language public and Catholic school boards passed separate motions Tuesday night that mean 16 schools will adjust their start and finish times next year.

But a last-minute change by the public trustees to postpone some schedule changes means questions still hang over Barrhaven, where schools were to see the most drastic time changes.

The Ottawa Carleton District School Board approved changes for nine of their schools' bell times by as much as 15 minutes, with a 10-minute buffer for route planners to work around.

But when it came to Barrhaven, trustees decided to scrap a proposed plan that would have shifted the start time at three schools to a half hour earlier, and alter another eight school schedules by up to 25 minutes.

Instead, the majority of trustees heeded a subcommittee's recommendation and parent concerns that the proposed changes would interfere with family schedules and force them to find new childcare.

Trustees decided to take a second look at potential scheduling shifts next January, for implementation in the 2010-11 school year.

The year's delay is meant to let the board find other ways to save money by using fewer buses in the Barrhaven area.

Meanwhile, the Catholic board defeated a motion to delay the Barrhaven changes.

Chairman Gordon Butler said trustees felt the department that manages busing for both boards had adequately responded to parent concerns and reduced time changes.

"The board felt that there was appropriate consultation and they could move forward with the decision," he said Wednesday.

While it approved 10-minute changes in Barrhaven schools, the Catholic board thought a 45-minute time shift at St. Michael Elementary on Donald Street was too drastic and trustees voted to leave it off the list of affected schools.

Because the boards manage busing through a joint consortium, they need to agree to route changes

that will affect both sets of schools. The differing Barrhaven decisions puts potential plans on hold, said Butler.

“We’ve now asked the public board for a copy of the motions that were approved, so that we can evaluate them and determine what impact, if any, they have on the motion that we approved last night,” said Butler.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Students won't 'learn their lesson' getting zeros

THE OTTAWA CITIZEN APRIL 30, 2009

Our government will not apologize for taking action to help more students succeed.

Five years ago, one out of three students dropped out. We knew that our students could do better and achieve more. That is why we began working with teachers and other educators to support the learning of every student.

We hired a student success teacher for every high school, and made supporting struggling students their full-time job. We heard that students wanted more options to learn, and we responded by creating nearly 500 specialist high skills major programs.

We hold our students to very high standards. With our support, more students are meeting those standards than ever before. Last year, 77 per cent of Ontario students graduated. And our students regularly place among the world's best on international standardized tests.

We have never condoned plagiarism or cheating. For late or missed assignments, we have been very clear that teachers have a variety of options, including deducting marks as a last resort. Overwhelming research shows that failing students or giving them zeros does not cause them to "learn their lesson" and succeed in the long run.

We are proud of the hard work and achievement of our students, and thankful for the support of the teachers and parents who helped them graduate. We are proud that Ontario's students are ready to compete in the 21st century's knowledge-based economy and we will continue to work to help all our students succeed.

Kathleen Wynne,

Toronto

Ontario Minister of Education

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

No current professor sits on selection board

THE OTTAWA CITIZEN APRIL 30, 2009

The Citizen's correction concerning the absence of Canadian academics on the selection board for the Canadian Excellence Research Chairs confuses the matter further.

The fact is that the Harper government did not find a single professor currently at a Canadian university qualified to be on the board that selects the recipients of its new Canada Excellence Research Chairs. This is an unprecedented and unacceptable slap in the face to the many distinguished academics who teach and do research at Canadian universities.

James L. Turk,

Ottawa

Executive director,

Canadian Association of University Teachers

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Engineers to test city structures for earthquake vulnerability

BY ANDREW DUFFY, THE OTTAWA CITIZEN APRIL 30, 2009 6:59 AM

University of Ottawa civil engineers will assess the “seismic vulnerability” of the city’s bridges, hospitals, schools and office buildings as part of a \$5-million federal research program to reduce the risk of earthquakes in Canada.

The civil engineers will build on the work of earth scientists, who have identified those parts of the city likely to experience the most shaking in an earthquake.

A draft version of the earthquake hazard map for Ottawa was published in Saturday’s Citizen. A final version of the map is expected to be completed next month.

When that map is completed, engineers at U of O will plot on it all of the city’s important buildings and bridges.

“Our involvement will be to assess the vulnerability of infrastructure at different locations,” said Murat Saatcioglu, vice-dean of the faculty of engineering, and one of the country’s foremost earthquake engineers.

Saatcioglu will lead the risk assessment effort in Ottawa, a process being repeated in other active seismic areas, including Vancouver and Montreal.

In Ottawa, important structures will be screened to determine the level of risk they face in a major quake.

Engineers will assess the kind of seismic shaking that individual buildings will likely experience and the vulnerability of each structure to damage. (The assessments will require the co-operation of building owners and area authorities.) Those factors will be considered alongside the consequences of a structure’s failure in order to determine its seismic risk.

Hospitals, for instance, are critically important in a major quake, so those structures will be held to a more demanding design standard. Police stations, fire stations, schools and bridges will also receive special scrutiny.

The risk assessments, which are expected to take a year to develop, will be made available to the governments or corporations that own vulnerable structures.

“We will simply identify risk,” Saatcioglu explained. “Then it’s the building owner’s responsibility to look

at it and say, 'My building is in a high-risk area and I need to retrofit'."

The National Building Code of Canada did not include earthquake-resistant design provisions until the 1970s. The code's standards have become considerably more stringent since then.

"We feel quite confident with the existing code, but unfortunately, a great majority of our existing infrastructure was built prior to the 1970s and 1980s, so these tend to be seismically deficient," said Saatcioglu, who is also president of the Canadian Association for Earthquake Engineering.

Individual homes will not be assessed as part of the university's research, but most owners need not worry.

"Generally speaking, our Canadian homes are made out of timber and timber is usually very forgiving," Saatcioglu said. "The homes are light, flexible and they're not affected that much by earthquakes."

In order to survive a major quake intact, a building must be able to absorb the energy of seismic waves.

It means, Saatcioglu said, that buildings must be strong while also having the ability to yield or deform when subjected to shaking. Earthquake tremors can set a building in motion: the faster the shaking and the heavier the structure, the greater the force of that motion.

A new structure, he said, is designed to crack or yield with some minor damage in a major quake, but then "bounce back." Older structures, however, tend to be more brittle and, as a result, more susceptible to damage.

The risk assessments will help governments and corporations understand what buildings do not meet modern earthquake standards. It will also, Saatcioglu said, give area disaster planners a better idea of how to respond: "If you know a given bridge is seismically vulnerable in the event of an earthquake, you want to come up with different traffic routes for relief and response efforts."

Saatcioglu's work will form one part of an ambitious new earthquake research project sponsored by the Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada. Although an official announcement has not yet been made, the Citizen has learned the federal funding agency has committed \$5 million to the Canadian Seismic Research Network over the next five years.

Based at Montreal's McGill University, the network will draw on engineers and scientists across the country. Both of Ottawa's two universities will be involved.

In addition to his risk assessment work, Saatcioglu will lead research into the development of cost-effective techniques to retrofit vulnerable buildings.

There are several existing techniques, but most are expensive. Support columns can be wrapped in

sheets of fibre-reinforced polymer that offer ten times the strength of steel. Columns can be “jacketed” with steel-reinforced concrete or prestressing wire that can prevent concrete from failing. High-strength steel and cable can also be added to reinforce masonry walls.

Ottawa sits in a seismically active valley where the risk of a major quake is considered moderate. Dozens of earthquakes occur each year in eastern Ontario and western Quebec, but most are too mild to be felt.

Earth scientists warn, however, that over the next 50 years there is a 10-per-cent chance an earthquake will be strong enough to damage buildings in Ottawa.

In an earthquake, scientists believe, shaking will not be uniform across the city, but will vary depending on the rock and soil structure beneath each neighborhood. Those areas with thick pockets of Leda clay under them, including parts of Carp and Orléans, are likely to experience more shaking, and as a result, more damage in a major quake.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

We fail our students by lowering the standards

THE OTTAWA CITIZEN APRIL 30, 2009



We remember the teachers with consistent standards for students, writes Jeri Lunney.

Photograph by: Chris Mikula, The Ottawa Citizen, The Ottawa Citizen

Re: Students aren't failing, but the system is, teachers say, April 22.

As a retired educator, I tried to ignore the first article about students failing until I read about Caroline Orchard's petition to change the evaluation policy ("Teacher begins petition to change no-fail policy," April 25).

What came to mind was the Radwanski Report of 1987 that dealt with dropouts in Ontario's education system. This report appeared to appeal to the Ministry of Education which determines policy in our classrooms and many of the recommendations have kept reappearing in various forms over the years.

We fought the good fight to ensure that standards were kept high while keeping failure rates within an acceptable range. Not until I became an administrator did I truly understand the pressures that my principal faced.

One major flaw in our system is that the trades have become second class in society. The belief that all

students must graduate from an academic program and proceed to university has hurt our society in many ways. Not everyone has the interest or ability to be an academic. Co-op programs have been incorporated to deal with this problem but are not sufficient to deal with the reality that not everyone is an academic. I believe that by Grade 10, a students' aptitude should stream them into either academic, business or trades programs. Promoting and encouraging our students' talents will benefit society as a whole.

Over my 33-year career in education, I dealt with new math, streamed classes and destreaming. Each time the winds change in education, good teachers look for the nuggets in each new theory which make teaching and learning better. And good teachers reject much of the nonsense that comes their way in favour of time-tested teaching methods.

Who is the teacher that you will always remember? Is it the one who passed you when you hadn't done the work? I don't think so. It is the teacher who had consistent standards, the one who treated students fairly, the one who prepared you for the next challenges you would face, whether it's university, college or the workforce. I remember my teacher, Shirley Zanin. Today's students will remember Caroline Orchard.

Enough! Parents, teachers and students: rise up and sign her petition at www.ipetitions.com/petition/evaluation.

Jeri Lunney,

Almonte

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

I oppose petition

THE OTTAWA CITIZEN APRIL 30, 2009

Re: Online petition shows student leniency 'missed mark': teacher, April 27.

If there's another petition against Caroline Orchard's stance, I would sign it. Why not give students a chance to learn from mistakes and correct them rather than give them an automatic zero?

I presume that each of those 1,100 people who signed Orchard's petition in the first two days has never ever made a mistake, cheated, lied, etc. And they would have been more than happy for a zero tolerance approach.

Kids learn from mistakes. Let them. But give them a second chance.

Kathy Malizia,

Kanata

© Copyright (c) The Ottawa Citizen